



L'Union Départementale des Associations  
Familiales de l'Hérault  
UDAF 34

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



ERNST & YOUNG Audit  
Immeuble Le Blasco  
966, avenue Raymond Dugrand  
CS 66014  
34060 Montpellier

Tél. : +33 (0) 4 67 13 31 00  
[www.ey.com/fr](http://www.ey.com/fr)

## L'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault UDAF 34

Exercice clos le 31 décembre 2025

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'association UDAF 34,

#### Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 2026 dans le cadre des dispositions de l'article L. 821-5 du Code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF 34 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Société de Commissaires aux Comptes  
Société d'expertise comptable inscrite au Tableau  
de l'Ordre de la Région Occitanie

Siege social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Defense 1

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 1<sup>er</sup> juin 2026

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit

Marie-Therese  
MERCIER

Digitally signed by Marie-Therese  
MERCIER  
DN: cn=Marie-Therese MERCIER,  
c=FR, o=EY Associes, ou=0002  
817723687  
Date: 2026.06.01 14:15:48 +02'00'

Marie-Thérèse Mercier

A C T I F		Arrêté au 31/12/2025			31/12/2024
		Durée 12 mois			12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Frais d'établissement					
Frais d'établissement					
Frais d'établissement					
TOTAL I					
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruits					
Immobilisations incorporelles en cours,avances et acomptes		68 658,41	-62 640,14	6 018,27	6 726,00
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs :					
Immobilisations Corporelles					
Terrains		505 240,68	-89 296,93	415 943,75	420 086,06
Constructions		5 118 179,71	-2 783 886,27	2 334 293,44	2 464 458,99
Installations techniques matériel et outillage industriel		28 539,84	-26 117,96	2 421,88	5 068,03
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes		689 305,30	-437 962,22	251 343,08	177 233,51
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres Immobilisés					
Prêts		174 387,71		174 387,71	167 295,49
Autres Immobilisations Financières		10 741,55		10 741,55	10 741,55
TOTAL II		6 595 053,20	-3 399 903,52	3 195 149,68	3 251 609,63
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL III					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Stocks et en cours					
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés		177 964,18		177 964,18	216 815,76
Créances reçues par legs ou donations					
Autres créances		92 915,63		92 915,63	184 556,68
Charges constatées d'avance		10 876,59		10 876,59	24 124,76
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus		800 000,00		800 000,00	1 000 000,00
Disponibilités		4 077 905,25		4 077 905,25	3 668 643,45
TOTAL IV		5 159 661,65		5 159 661,65	5 094 140,65
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
TOTAL V					
Prime de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
TOTAL VI					
Ecart de conversion Actif					
Ecart de conversion Actif					
Ecart de conversion Actif					
TOTAL VII					
TOTAL GENERAL		11 754 714,85	-3 399 903,52	8 354 811,33	8 345 750,28

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025	31/12/2024
		Durée 12 mois	12 mois
<b>Fonds propres</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>			
Fonds propres statutaires		719,12	719,12
Fonds propres complémentaires		744 143,11	744 143,11
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
<b>Ecart de réévaluation</b>			
Ecart de réévaluation			
<b>Réserves</b>			
Réserves statutaires ou contractuelles		993 889,52	993 889,52
Réserves pour projet de l'entité		3 674 938,23	3 580 809,15
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
Autres réserves			
<b>Report à nouveau</b>			
Report à nouveau		1 408 038,61	1 439 201,39
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		105 828,67	103 222,36
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>			
Excédent ou déficit de l'exercice		-3 720,31	65 626,64
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
<b>Situation nette (sous-total)</b>			
Situation nette (sous-total)		6 818 008,28	6 824 388,93
<b>Fonds propres consommables</b>			
Fonds propres consommables		120 698,69	118 038,35
<b>Subventions d'investissement</b>			
Subventions d'investissement		78 956,73	84 220,51
<b>Provisions réglementées</b>			
Provisions réglementées			
<b>TOTAL I</b>		<b>7 017 663,70</b>	<b>7 026 647,79</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
<b>Fonds reportés liés aux legs et donations</b>			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
<b>Fonds dédiés</b>			
Fonds dédiés		2 966,25	996,69
<b>TOTAL II</b>		<b>2 966,25</b>	<b>996,69</b>
<b>Comptes de Liaison</b>			
<b>Comptes de Liaison</b>			
Comptes de Liaison			
<b>TOTAL III</b>			
<b>Provisions</b>			
<b>Provisions pour risques</b>			
Provisions pour risques		22 520,25	22 520,25
<b>Provisions pour charges</b>			
Provisions pour charges		474 824,67	474 255,45
<b>TOTAL IV</b>		<b>497 344,92</b>	<b>496 775,70</b>
<b>Dettes</b>			
<b>Emprunts Obligataires et assimilés</b>			
Emprunts Obligataires et assimilés			
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>			
Emprunts et dettes financières diverses		2 700,00	2 700,00
<b>Instruments financiers à terme</b>			
Instruments financiers à terme			
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		105 876,52	124 505,35
<b>Dettes des legs ou donations</b>			
Dettes des legs ou donations			
<b>Dettes fiscales et sociales</b>			
Dettes fiscales et sociales		620 504,79	588 043,02
<b>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</b>			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		7 389,97	9 503,90
<b>Autres dettes</b>			
Autres dettes		98 741,18	96 577,83
<b>Produits constatés d'avance</b>			
Produits constatés d'avance		1 624,00	

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois	31/12/2024 12 mois
TOTAL V		836 836,46	821 330,10
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif			
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif			
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		8 354 811,33	8 345 750,28

# Compte de résultat

UDAF de l'Hérault

	Arrêté au : Arrêté au 31/12/2025		Arrêté au 31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
Cotisations	615,06	0,01	548,80	0,01	66,26	12,07
Ventes de biens						
dont ventes de biens en nature						
dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-soc.						
Ventes de prestations de services	1 188 576,00	27,25	1 242 428,10	29,99	-53 852,10	-4,33
dont parrainages						
dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-soc						
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>1 188 576,00</b>	<b>27,25</b>	<b>1 242 428,10</b>	<b>29,99</b>	<b>-53 852,10</b>	<b>-4,33</b>
Concours publics et subvt° exploitation	4 362 387,86	100,00	4 142 633,29	100,00	219 754,57	5,30
dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation consommptible						
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>4 362 387,86</b>	<b>100,00</b>	<b>4 142 633,29</b>	<b>100,00</b>	<b>219 754,57</b>	<b>5,30</b>
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			6 835,98	0,17	-6 835,98	-100,00
Produits des cessions d'immo incorporelles & corporelles						
Utilisations des fonds dédiés			1 391,31	0,03	-1 391,31	-100,00
Autres produits	1 003,00	0,02	8 926,07	0,22	-7 923,07	-88,76
dont complément de rémunération TH						
dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>5 552 581,92</b>	<b>127,28</b>	<b>5 402 763,55</b>	<b>130,42</b>	<b>149 818,37</b>	<b>2,77</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	1 006 102,09	23,06	948 617,77	22,90	57 484,32	6,06
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	351 931,92	8,07	334 864,75	8,08	17 067,17	5,10
Salaires	3 026 545,49	69,38	2 917 902,04	70,44	108 643,45	3,72
Cotisations sociales	943 876,86	21,64	896 185,99	21,63	47 690,87	5,32
Dotations aux amortissements & aux dépréciations	237 444,09	5,44	227 775,97	5,50	9 668,12	4,24
Dotations aux provisions	569,22	0,01	33 769,09	0,82	-33 199,87	-98,31
Valeurs comptables des immobilisations cédées	29 603,09	0,68	23 954,29	0,58	5 648,80	23,58
Report en fonds dédiés						
Autres charges	3 659,43	0,08	1 606,78	0,04	2 052,65	127,75
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>5 599 732,19</b>	<b>128,36</b>	<b>5 384 676,68</b>	<b>129,98</b>	<b>215 055,51</b>	<b>3,99</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-47 150,27</b>	<b>-1,08</b>	<b>18 086,87</b>	<b>0,44</b>	<b>-65 237,14</b>	<b>-360,69</b>
<b>Produits financiers</b>						
De participations	54 259,96	1,24	59 204,59	1,43	-4 944,63	-8,35
D'autres valeurs mob. & créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur dépréciations & provisions						
Différences positives de change						
Produits des immo. financières cédées						
Produits nets s/cessions VPM. et de trésorerie						
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>	<b>54 259,96</b>	<b>1,24</b>	<b>59 204,59</b>	<b>1,43</b>	<b>-4 944,63</b>	<b>-8,35</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo financières cédées						
Charges nettes s/cessions VPM. et de trésorerie						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV</b>						
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>54 259,96</b>	<b>1,24</b>	<b>59 204,59</b>	<b>1,43</b>	<b>-4 944,63</b>	<b>-8,35</b>
<b>RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>7 109,69</b>	<b>0,16</b>	<b>77 291,46</b>	<b>1,87</b>	<b>-70 181,77</b>	<b>-90,80</b>
Produits exceptionnels						
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V</b>						
Charges exceptionnelles			0,82	0,00	-0,82	-100,00
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>			<b>0,82</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,82</b>	<b>-100,00</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>-0,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,82</b>	<b>-100,00</b>
Participation des salariés						
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII</b>						
Impôts sur les bénéfices	10 830,00	0,25	11 664,00	0,28	-834,00	-7,15

# Compte de résultat

UDAF de l'Hérault

Arrêté au :	Arrêté au 31/12/2025		Arrêté au 31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
TOTAL VIII	10 830,00	0,25	11 664,00	0,28	-834,00	-7,15
PRODUITS	5 606 841,88	128,53	5 461 968,14	131,85	144 873,74	2,65
CHARGES	5 610 562,19	128,61	5 396 341,50	130,26	214 220,69	3,97
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-3 720,31	-0,09	65 626,64	1,58	-69 346,95	-105,67
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						

## **I. Objet social, nature et périmètre d'activité, moyens mis en œuvre**

Agréée le 9 novembre 1945 et reconnue d'utilité publique, l'UDAF de l'Hérault réalise depuis 80 ans des missions de défense, soutien et de représentation des familles héraultaises. Elle gère également des services d'intérêts familiaux. Ces missions originales et fortes sont codifiées à l'Article L211-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles :

- 1° Donner leur avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
- 2° Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ;
- 3° Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir leur confier la charge ;
- 4° Exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 621-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles, y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.

35 associations familiales sont membres de l'UDAF34 (soit plus de 2500 familles). Porté par un Conseil d'Administration de 25 membres, l'UDAF34 exerce 167 représentations auprès des pouvoirs publics dans le département afin de porter la voix des familles : CAF, MSA, CCAS et CIAS, Conseil départemental de l'accès au droit, offices HLM, commission de surendettement, Commissions des usagers en établissement sanitaire, Association départementale d'information sur le logement... Dans la gestion de services, l'UDAF34 intervient directement grâce à 5 pôles d'activité pour plus de 2 500 suivis annuel : Pôle petite enfance (gestion d'une crèche de 31 berceaux), pôle protection de l'enfance (en lien avec les juges des enfants et les juges d'instruction), pôle habitat et accompagnement (avec pour visée le maintien dans leur logement des familles par l'outil d'aide éducative budgétaire), pôle protection des personnes (service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs et aide gratuite aux tuteurs familiaux), pôle action familiale (observatoire départemental des familles, commissions d'étude, action Lire et Faire Lire, gestion d'appartements pour familles en difficultés, gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes...). Plus de 120 salariés interviennent au sein des services sur l'ensemble du département à partir du siège de Montpellier, des antennes de Béziers, Sète et Lodève.

L'UDAF34 est évaluée RSE niveau exemplaire par l'AFNOR. Les trois piliers d'intervention sont le social, l'environnemental et la performance économique. L'UDAF 34 encourage les mobilités douces (Employeur Pro Vélo), les aidants familiaux (labellisée Cap Handéo).

## **II. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

- Audit de suivi ISO 9001 version 2015 très satisfaisant.

- Evaluation de suivi ISO 26000 (RSO) très réussi avec maintien du niveau exemplaire.
- Innovation : obtention du label « Objectif Employeur Pro Vélo » niveau OR obtenu.
- Nouveauté : finalisation du projet de service « pole habitat et accompagnement » (pas d'obligation en la matière).
- Réactualisation des projets de services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) et du service mettant en jeu les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF).
- La signature d'un nouvel accord d'entreprise relatif à l'organisation et à l'aménagement du temps de travail avec agrément ministériel
- Installation de panneaux photovoltaïques au sein du siège de Montpellier

### **III. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **1. Principes comptables**

« Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de **l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général complété par le règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 Novembre 2016** et en conformité avec le règlement **ANC n°2018-06** relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après. »

#### **2. Méthode d'évaluation des immobilisations**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état

d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements ont été calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire, les immeubles étant suivi par leurs composants. Les amortissements des biens sont pratiqués à la date de leur mise à disposition.

Les durées moyennes d'amortissement sont :

- Bâtiments : 50 ans
- Agencements : de 5 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : de 5 à 10 ans
- Matériel de transport : de 4 à 5 ans
- Matériel informatique : de 3 à 5 ans
- Licences et logiciels : de 3 à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

### **3. Méthode d'évaluation des créances et des dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont été, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auquel elles étaient susceptibles de donner lieu.

### **4. Evaluation des provisions pour risques et charges**

Elles sont destinées à couvrir des risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions comprennent :

- Provision pour risques et charges.
- Provisions pour engagements de retraite pour les salariés âgés de plus de 55 ans.

### **5. Méthode d'évaluation des valeurs mobilières de placement**

Elles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

### **6. Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

## **IV. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE**

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent de première application sans emporter conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveau modèle de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'applications. Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat, des reclassements entre les rubriques ou les postes du Bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

► **Changement Pour l'Actif :**

- Les frais établissements sont ressortis du poste « Immobilisations corporelles » et apparaissent désormais sur une seule ligne.
- Les « autres Immobilisations incorporelles » ont été reclassées sur la ligne « concession brevets, licences »
- Les « autres Immobilisations corporelles » ont été reclassées sur la ligne Installations techniques, matériels et outillages »
- La ligne « charge constatée d'avance » a été reclassée au-dessus des « Valeurs Mobilières de Placement ».

**Changement pour le Passif**

- La ligne « Fonds statutaires » est renommée « Fonds Propres statutaires »

► **Changement pour le Compte de Résultat**

- Le transferts des Charges précédemment classés en produits d'exploitations dans la rubrique « Reprise sur amortissement, dépréciations, provisions et transfert de charges » sont supprimés.
- Les produits de cession d'éléments d'actifs cédés précédemment classés en produit exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubriques « Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles »

## **V. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT**

### **1. Tableau de variation des valeurs brutes des immobilisations**

Voir tableau annexe « Immobilisations »

### **2. Tableau de variation des amortissements et provisions des immobilisations**

Voir tableau annexe « Amortissements »

### **3. Tableau d'analyse par échéance des créances et des dettes**

Voir tableau annexe « Etat des créances et des dettes »

### **4. Détail des comptes de régularisation**

Voir tableau annexe « autres informations comptes de régularisation »

## 5. Tableau de variation des fonds propres

	N-1	Dotation	Reprise	N
<i>Fonds associatif</i>	862 901,00	2 660,00		865 561,00
<i>Reserves</i>				
- <i>Reserves d'investissement</i>	1 676 209,00		29 066,00	1 647 143,00
- <i>Reserve de compensation</i>	1 464 218,00			1 587 410,00
- <i>Autres reserves</i>	1 434 271,00		0,00	1 434 271,00
<i>Report à nouveau</i>	1 439 201,00		31 162,00	1 408 039,00
<i>Resultat de l'exercice</i>	65 627,00	-3 720,31	65 627,00	-3 720,31
<b>TOTAL VARIATION DES FONDS PROPRES</b>	<b>6 942 427,00</b>	<b>-1 060,31</b>	<b>125 855,00</b>	<b>6 938 703,69</b>

## 6. Les réserves d'investissement

L'UDAF a perçu 121 066.97 euros sur l'exercice 2018 de subvention du conseil général de l'Hérault ainsi que de la caisse d'allocation familiale de l'Hérault dans le cadre des travaux d'extension et de rénovation de la crèche de Costebelle.

L'étalement de ces subventions suit la durée moyenne de l'amortissement de ces travaux : 23 ans.

Au titre de l'exercice 2025, la reprise est de 5 263.78 euros.

L'UDAF a perçu 3 041.59 euros de subvention pour l'aide à l'achat d'un logiciel de gestion de crèche sur l'exercice 2019

L'étalement de cette subvention suit la durée moyenne de l'amortissement du logiciel : 5 ans

La dernière reprise de cette subvention était de 608.31 euros sur l'exercice 2023.

## 7. Tableau des variations des provisions

Voir tableau annexe « Provisions inscrites au bilan »

### **8. Détail des produits d'exploitation**

Les produits inscrits au compte de résultat de l'exercice d'un montant total de 5 606 841,88 € se décomposent comme suit :

- CRECHE	557 903,4 €
- HABITAT	654 510,08 €
- INSTITUTION	368 637,68 €
- CPOM	4 025 790,72 €

### **9. Détail du résultat exceptionnel**

- Néant

### **10. Détail du résultat financier**

- Produits de participation : 54 259,96 €

## **VI. AUTRES INFORMATIONS**

### **1. Effectif du personnel**

Voir tableau annexe « autres information comptes de régularisation »

### **2. Rémunérations des dirigeants salariés**

Information globalisée sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

(Article 20 de la loi du 23.05.2006.)

Le montant globalisé des trois rémunérations les plus élevées en 2025 : 183 061,82 €

### **3. Engagement pour indemnité de départ à retraite**

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour leurs indemnités de départ à la retraite est comptabilisé. Le calcul est déterminé par salarié. Il prend en compte l'espérance de vie du salarié et sa probabilité de présence à l'âge de la retraite en fonction de son âge et de son ancienneté dans l'entreprise.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation : 3,96%

Taux de progression moyen des salaires : 1,50%

Age moyen de départ à la retraite : 64 ans

L'évaluation de la provision pour départ à la retraite au 31.12.2025 s'élève 474 824,67 €  
Voir tableau annexe « autres informations comptes de régularisation »

#### **4. Information sur les honoraires de commissariat aux comptes**

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat 2025 de l'association s'élève à 18 468 euros TTC.

#### **5. Engagements hors bilan**

- Comptabilisation des Contributions Volontaires en Nature au 31/12/2025			
		Débit	Crédit
864 - Personnel bénévole	29 945.68		
875 - Bénévolat			29 945.68
Comptabilisation des mises à disposition au 31/12/2024		Débit	Crédit
862 – Mise à disposition gratuite de salle	4 080		
871 - Prestation à titre gratuit			4 080

#### **VII. EVENEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE**

Néant.

# Immobilisations

UDAF de l'Hérault

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d' immobilisations incorporelles	61 734.84		6 923.57
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>61 734.84</b>		<b>6 923.57</b>
Terrains	505 240.68		
Constructions sur sol propre	2 415 827.25		
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	2 683 810.34		18 542.12
Installations techniques, matériel et outillage industriels	28 539.84		
Install générales, agenc. et aménag. divers	43 948.54		47 680.46
Matériel de transport	213 053.16		92 743.00
Matériel de bureau et informatique, mobilier	156 181.50		579.24
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	1 200.00		265 555.77
Mobilier	126 495.87		
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 174 297.18</b>		<b>425 100.59</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	178 037.04		32 942.52
<b>Immobilisations financières</b>	<b>178 037.04</b>		<b>32 942.52</b>
<b>Total Général</b>	<b>6 414 069.06</b>		<b>464 966.68</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d' immobilisations incorporelles			68 658.41	
<b>Immobilisations incorporelles</b>			<b>68 658.41</b>	
Terrains			505 240.68	
Constructions sur sol propre			2 415 827.25	
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			2 702 352.46	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			28 539.84	
Install générales, agenc. et aménag. divers			91 629.00	
Matériel de transport			305 796.16	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			156 760.74	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		258 132.24	8 623.53	
Mobilier			126 495.87	
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>258 132.24</b>	<b>6 341 265.53</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		25 850.30	185 129.26	
<b>Immobilisations financières</b>		<b>25 850.30</b>	<b>185 129.26</b>	
<b>Total Général</b>		<b>283 982.54</b>	<b>6 595 053.20</b>	

## Amortissements

UDAF de l'Hérault

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	55 008.84	7 631.30		62 640.14
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>55 008.84</b>	<b>7 631.30</b>		<b>62 640.14</b>
Terrains	85 154.62	4 142.31		89 296.93
Constructions sur sol propre	894 974.22	57 437.92		952 412.14
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	1 740 204.38	91 269.75		1 831 474.13
Installations techniques, matériel et outillage	23 471.81	2 646.15		26 117.96
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	27 867.83	7 153.16		35 020.99
Matériel de transport	80 694.45	55 751.24		136 445.69
Matériel de bureau, informatique, mobilier	255 083.28	11 412.26		266 495.54
Emballages récup et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3 107 450.59</b>	<b>229 812.79</b>		<b>3 337 263.38</b>
<b>Total Général</b>	<b>3 162 459.43</b>	<b>237 444.09</b>		<b>3 399 903.52</b>

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 631.30				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 631.30</b>				
Terrains	4 142.31				
Constructions sur sol propre	57 437.92				
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	91 269.75				
Installations techniques, matériel et outillage	2 646.15				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	7 153.16				
Matériel de transport	55 751.24				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	11 412.26				
Emballages récup et divers					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>229 812.79</b>				
<b>Total Général</b>	<b>237 444.09</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

## Créances et Dettes

UDAF de l'Hérault

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	174 387.71		174 387.71
Autres immobilisations financières	10 741.55		10 741.55
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	177 964.18	177 964.18	
Personnel et comptes rattachés	1 225.24	1 225.24	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts	17 648.00	17 648.00	
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	74 105.39	74 105.39	
Charges constatées d'avance	10 876.59	10 876.59	
<b>Total général</b>	<b>466 948.66</b>	<b>281 819.40</b>	<b>185 129.26</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	32 942.52		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	25 850.30		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 700.00	2 700.00		
Fournisseurs et comptes rattachés	105 876.52	105 876.52		
Personnel et comptes rattachés	264 443.51	264 443.51		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	292 895.61	292 895.61		
Etat, impôt sur les bénéfices	10 533.00	10 533.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	52 695.67	52 695.67		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 389.97	7 389.97		
Groupes et associés				
Autres Dettes	98 741.18	98 741.18		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 624.00	1 624.00		
<b>Total général</b>	<b>836 899.46</b>	<b>836 899.46</b>		
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

## AUTRES INFORMATIONS

### EXPLICATIONS CONCERNANT LES COMPTES DE REGULARISATION

#### Charges constatées d'avance

AC/070001/107978133/PITNEY BOWEYS MAINT	256,90
AC/090008/FAR47296/GIP CONNECT/SETE/2026	578,18
AC/100068/90867045/30265045/PITNEY/MAINT/2026	3 476,00
AC/110002/FAR49431/4112276/GIPCONNECT 2026	1 541,78
AC/110012/F02754/IMP2026/MAINT PORTAIL	330,00
AC/120053/LA PARTICULIER 2026	79,00
Ajustement affranchissement 2025	- 742,48
AC/120117/FRAIS 01/2026 GENTY	192,80
0113/TRAVAUX 2026/UDAF LODEVE	1 776,12
EDF 10243680041/PART EDF 2026	917,52

**Total 8 406**

### DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER RATTACHES AUX COMPTES DE CREANCES ET DE DETTES

#### Charges à payer

- UDAF Fournisseurs Factures non parvenues	24 784
- Provisions pour congés payés	254 592
- Provision pour indemnité de fin de contrat	2 564
- Charges sociales sur provisions congés payés	136648
- Charges sociales sur indemnité fin de contrat	439
- Frais de personnel	0
- CPAM IJ à recevoir	6 539

**Total 425 566**

#### Produits à recevoir

- Institution	17 866
-Service majeurs protégés	0

**Total 17 866**

### EFFECTIF

ETP	2024	2025
- Salariés	104	103
- Cadres	13	13
- Equivalent Temp Plein	99,00	106,00

